



Objet : Arrêté portant autorisation d'occupation du domaine public accordée à la SARL VIVENOT « Boulangerie de la Baie » représentée par Mr VIVENOT Stéphan située 51 place de l'église 50380 Saint-Pair-sur-Mer, pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2021.

Le Maire de la ville de SAINT PAIR sur MER

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, L. 2212-1 et suivants

VU le Code de la voirie routière,

VU le Code de Commerce,

VU la délibération du Conseil Municipal n°2020/001220 en date du 27.11.2020 fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la Commune pour occupation du domaine public communal pour l'année 2021,

VU la demande de la SARL VIVENOT représentée par Mr VIVENOT Stéphan située 51 place de l'église à Saint-Pair-sur-Mer, sollicitant l'autorisation d'occuper le domaine public communal pour une superficie de 1 m², en vue d'exercer son commerce de « boulangerie », du 1^{er} janvier au 31 décembre 2021

ARRETE

Article 1^{er} : La SARL VIVENOT représentée par Mr VIVENOT Stéphan domiciliée 51 place de l'église à Saint-Pair-sur-Mer, **est autorisée à occuper un emplacement** sur le domaine public, d'une superficie de 1 m², en vue d'exercer son commerce.

Article 2 : L'autorisation est donnée pour **la période suivante : du 1^{er} janvier au 31 décembre 2021.**

Article 3 : Le permissionnaire s'acquittera des redevances calculées en fonction de la superficie relevée par des agents assermentés et des tarifs unitaires au mètre carré, fixés annuellement par décision du Conseil Municipal mentionnée ci-dessus, soit la somme de calculée comme suit : **1 m² x 40 € (occupation annuelle) = 40 € (quarante euros), pour l'année 2021.**

Article 4 : Le permissionnaire veillera à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toutes les périodes d'occupation. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la ville fera procéder aux travaux de remise en état, aux frais exclusifs des permissionnaires.

Article 5 : Le permissionnaire devra laisser un passage de 1.20m minimum devant permettre la libre circulation des poussettes et landaus, fauteuils roulants et autres, sur le domaine public réservé à cet effet.

Article 6 : La présente autorisation est révoquée à tout moment, sans indemnité, en cas de non-respect par le permissionnaire, des conditions précitées ou toute autre raison d'intérêt général.

Article 7 : M. le commissaire de police de Granville, M. le chef de la police municipale et tous les agents habilités à constater les contraventions à la police de la circulation, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Le bénéficiaire, pour attribution
- M. le Percepteur de la Commune de St Pair sur Mer
- M. Le Chef de service de la Police municipale
- M. le Commissaire de Police de Granville
- M. le Chef de Centre de Secours Principal de Granville

Fait à Saint-Pair-sur-Mer,
Le vendredi 19 janvier 2021,

La Maire

Annaïg LE JOSSIC

